https://fenvac.org/attentat-de-berlin-soupcons-de

Attentat de Berlin : Soupçons de falsifications au sein de la police locale

- Revue de presse -

Publication date: jeudi 18 mai 2017

Copyright © FENVAC - Tous droits réservés

La ville de Berlin a déposé plainte contre X.

La ville de Berlin a accusé mercredi la police locale d'avoir falsifié un document qui aurait théoriquement pu conduire à l'arrestation d'Anis Amri avant qu'il ne commette l'attentat au camion bélier contre un marché de Noël en décembre.

Une plainte contre X a été déposée et des sanctions disciplinaires au sein de la police judiciaire berlinoise (LKA) ont été diligentées, a annoncé Andreas Geisel, le ministre de l'Intérieur de la capitale allemande, qui jouit du statut d'Etat régional. Selon lui, les enquêteurs disposaient, plusieurs mois avant l'attentat qui a fait 12 morts le 19 décembre sur le marché de Noël de Berlin, de suffisamment d'éléments pour qu'Anis Amri, un Tunisien de 24 ans surveillé par la police, soit arrêté.

« *Falsification » et « soustraction de malfaiteur* »

« *Selon les experts, ces éléments auraient suffi à obtenir un mandat d'arrêt du parquet* », a indiqué Andreas Geisel. La surveillance des communications téléphoniques d'Amri, suspendue fin septembre 2016 après plusieurs mois d'écoutes, avait en effet révélé qu'il se livrait à un trafic de stupéfiants en bande organisée, ce qui rendait son arrestation « *tout à fait possible* », selon le ministre. Or, un document établi par la police berlinoise « *le 17 janvier 2017 mais visiblement antidaté au 1er novembre 2016, manifestement pour tenter de masquer des négligences dans la surveillance, ne parle que de petits trafics et d'anesthésiques* », délits qui ne rendaient pas l'interpellation d'Amri urgente, a ajouté Andreas Geisel, qui parle de « *falsification* » et de « *soustraction de malfaiteur* ».

La pire attaque djihadiste commise sur le sol allemand avait mis au jour les failles du système fédéral où les compétences en matière de police ou de surveillance sont partagées entre les 16 Etats régionaux et l'Etat fédéral. Anis Amri, un demandeur d'asile débouté qui avait fait allégeance à l'organisation Etat islamique (EI), était parvenu à passer entre les mailles du filet malgré la surveillance dont il avait fait l'objet en profitant notamment de l'éclatement des responsabilités. Amri, qui avait également été emprisonné en Italie avant son entrée en Allemagne, était même parvenu à s'enfuir au nez et à la barbe des polices allemandes après l'attaque. Il avait finalement été abattu le 23 décembre par des policiers italiens à Milan.

Source : 20minutes.fr
Auteurs : Manon Aublanc avec AFP
Date : 18 mai 2017

PS:

Source : 20minutes.fr
Auteurs : Manon Aublanc avec AFP
Date : 18 mai 2017

Copyright © FENVAC